

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule risques accidentels risques chroniques

Rodez, le 23/02/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS BORALEX ENERGIE VERTE**

La Bouleste commune de Flavin  
Les Pougets commune de Pont de Salars  
12450 FLAVIN

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2022 dans l'établissement SAS BORALEX ENERGIE VERTE implanté La Bouleste commune de Flavin Les Pougets commune de Pont de Salars 12450 FLAVIN . L'inspection a été annoncée le 11/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS BORALEX ENERGIE VERTE
- La Bouleste commune de Flavin Les Pougets commune de Pont de Salars 12450 FLAVIN
- Code AIOT dans GUN : 0006809882
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le parc éolien de la Bouleste est exploité par la société BORALEX.

Le parc est situé au lieu dit « La Bouleste I », sur la commune de Flavin (12450) et au lieu dit « Les Pougets », sur la commune de Pont de Salars (12290). Il est constitué de cinq aérogénérateurs de marque GAMESA (G87-67) d'une hauteur au moyeu de 67 mètres et de puissance unitaire de 2 MW pour une puissance totale du parc de 10 MW. La hauteur en bout de pale d'une éolienne est de 107,5 m.

Le parc éolien de la Bouleste a été mis en service le 1er avril 2010.

Suite à l'incendie de l'éolienne E4 survenue le 24 mars 2020, un arrêté préfectoral de mesures d'urgences avait été pris le 3 avril 2020.

L'inspection a contrôlé sur site l'éolienne E4 qui a été remis en service le 16 novembre 2021 avec une nacelle VESTAS V90.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites arrêté préfectoral de mesures d'urgence – risques accidentels – déchets – biodiversité (APC RIET)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle               | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|--|--|-------------------|
| Dispositions constructives Eolienne E4 | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9  | /  | Sans objet        |
| Dispositions constructives éolienne E4 | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10 | /  | Sans objet        |

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire                            | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------|--|--|-------------------|
| Exploitation             | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14       | /  | Sans objet        |
| Exploitation éolienne E4 | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > IV. | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle                 | Référence réglementaire                             | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--|---|--|-------------------|
| APMU n°2020-04-03-002 du 3 avril 2020    | AP de Mesures d'Urgence du 03/04/2020,              | /  | Sans objet        |
| Exploitation éolienne E4                 | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16        | /  | Sans objet        |
| Exploitation éolienne E4                 | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17        | /  | Sans objet        |
| Exploitation éolienne E4                 | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III. | /  | Sans objet        |
| Risques éolienne E4                      | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24        | /  | Sans objet        |
| Suivi de l'élimination des déchets       | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20        | /  | Sans objet        |
| APC n°12-21-06-01-00011 du 1er juin 2021 | AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2-1        | /  | Sans objet        |
| APC n°12-21-06-01-00011 du 1er juin 2021 | AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2-2        | /  | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La présente inspection a permis de constater que les mesures de l'Arrêté Préfectoral de Mesures d'Urgence du 03/04/2020 ont été réalisées et que l'AP peut être levé.  
L'inspection propose à Madame la préfète d'abroger l'APMU du 3 avril 2020.

Pour les autres constats, l'inspection a constaté 4 non-conformité qui ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement. L'inspection propose de ne pas donner de suite administrative et demande à l'exploitant de fournir les justificatifs correspondants (attestation organisme compétent, photos, registre de maintenance).

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** APMU n°2020-04-03-002 du 3 avril 2020

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 03/04/2020   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Suite incendie éolienne E4  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Article 6 : Levée des mesures conservatoires<br>L'exploitant sollicite auprès du préfet la levée des mesures conservatoires définies à l'article 2 du présent arrêté. Cette levée est conditionnée par la transmission d'éléments justifiant de :<br>.....<br>Dans le cas où l'exploitant souhaite remplacer notamment l'éolienne E4, il transmet également un dossier de porter à connaissance auprès du préfet conformément à l'article L. 181-14 du code de l'environnement.   |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la dernière visite d'inspection du site le 8 octobre 2020, l'inspection avait levé la majorité des mesures de l'APMU du 3 avril 2020 ; il subsistait cette mesure.<br>Par mail du 3 février 2021, la société BORALEX a transmis à l'inspection un dossier de porter à connaissance visant à procéder au renouvellement de l'éolienne E4 suite à son incendie survenue le 24 mars 2020.<br>Par courrier du 12 mars 2021, Madame la préfète a acté le renouvellement de l'éolienne E4.<br>L'inspection constate que toutes les mesures de l'APMU ont été réalisées. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle :** Dispositions constructives Eolienne E4

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Mise à la terre  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle.   |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a fourni un rapport de vérification périodique de l'installation électrique pour l'éolienne 4 réalisé par DEKRA le 18 novembre 2021.<br><br>L'inspection constate que ce rapport précise que l'installation est déconnectée et que seule la prise de terre a été uniquement vérifiée. De plus, le rapport ne présente aucune observation. Cependant, ce rapport n'atteste pas de la mise à la terre de l'installation avant la mise en service de l'éolienne E4.<br><br>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un rapport d'un organisme compétent attestant de la mise à la terre de l'installation. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Dispositions constructives éolienne E4**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Installations électriques  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est conçue pour prévenir les risques électriques. Pour satisfaire au 1er alinéa :- les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ; - pour les installations électriques extérieures à l'aérogénérateur, le respect des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'installation pour prévenir les risques électriques, avant sa mise en service industrielle. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a fourni un rapport de vérification périodique de l'installation électrique pour l'éolienne 4 réalisé par DEKRA le 18 novembre 2021.<br><br>L'inspection constate que ce rapport précise que l'installation est déconnectée et que seule la prise de terre a été uniquement vérifiée. De plus, le rapport ne présente aucune observation. Cependant, ce rapport n'atteste pas de la conformité de l'installation pour prévenir les risques électriques avant la mise en service de l'éolienne E4.<br><br>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un rapport d'un organisme compétent attestant de la conformité de l'installation pour prévenir les risques électriques.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Exploitation**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.<br><br>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection constate que les prescriptions à observer par les tiers sont bien affichées à l'entrée de la plateforme de l'éolienne E4.<br>Par contre, l'inspection constate que l'éolienne E4 n'est pas identifiée par un numéro.<br><br>L'exploitant indique que l'identification sera réalisée très prochainement.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : Exploitation éolienne E4**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit. |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection constate que l'intérieur de l'aérogénérateur E4 est propre et ne contient aucun matériaux combustibles.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Exploitation éolienne E4**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Mise en service   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité. Ces essais comprennent :- un arrêt ;- un arrêt d'urgence ;- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. ...   |
| <b>Constats :</b><br>La constatation porte uniquement sur l'éolienne E4 qui a fait l'objet d'un renouvellement suite à son incendie en mars 2020.<br>L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport "Pré-owned refurbished turbine test 2 MW platform" réalisé par VESTAS le 2 décembre 2021 suivant leur méthode lors du commissioning de la machine.<br>Ce rapport permet de constater le contrôle des SIS suivant le listing du constructeur (Système hydraulique paragraphe 12 et 15 / Overspeed paragraphe 13.8 et 14.40 / Arrêt d'urgence paragraphe 13.9 + 13.23 et 13.26 / Détecteur de vibration paragraphe 13.27 / Capteur de vent paragraphe 13.29 / Capteur d'orientation paragraphe 14.37 / Pitch système, orientation pale paragraphe 16).<br>Par mail du 17 février 2022, BORALEX a fourni un compte rendu de la chaîne de sécurité suite au rapport "Turbine test" qui conclut au bon fonctionnement.<br>L'inspection constate que les essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'Eolienne E4 ont été bien réalisés. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : Exploitation éolienne E4**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a transmis à l'inspection la liste des systèmes instrumentés de sécurité (SIS).<br>L'inspection constate que cette liste précise la fonctionnalité de chaque SIS et la fréquence de test qui n'exède pas 1 an.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Exploitation éolienne E4**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > IV.   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le registre de maintenance visé à l'article 19, aussi, cette prescription n'a pu être vérifiée.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Risques éolienne E4**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Moyens de prévention   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection constate la présence de deux extincteurs à l'intérieur de l'aérogénérateur, l'un au pied et un autre dans la nacelle. Ils sont bien visibles et facilement accessibles.<br>L'inspection constate que les 2 extincteurs ont été contrôlés par DESAUTEL en décembre 2021.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle : Suivi de l'élimination des déchets**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Dechets  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.<br><br><b>Article 2 de l'arrêté du 31/05/21 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement</b><br><i>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</i>  |
| <b>Constats :</b><br>Par mail du 26 janvier 2022, l'exploitant a fourni les bordereaux de suivi de déchets (BSD) de son parc.<br>Par mail du 14 février 2022, l'exploitant a fourni la confirmation de l'inscription du parc éolien sur la plateforme TrackDéchets pour la gestion des déchets dangereux. Il a également fourni le registre de suivi des déchets produits sur le parc de la Bouleste.<br><br>L'inspection constate que le registre de suivi des déchets est conforme à l'arrêté du 31 mai 2021.<br>L'inspection constate que les BSD sont mal complétés au niveau de l'émetteur du bordereau. En effet, l'émetteur est le turbinier et non l'exploitant du parc. Cependant, compte tenu de l'inscription de l'exploitant sur la plateforme TrackDéchets, les prochains BSD seront correctement complétés. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |



**Nom du point de contrôle : APC n°12-21-06-01-00011 du 1er juin 2021**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2-1  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Protection des chiroptères  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>2 - Mise en place d'un plan de bridage chiroptères<br>Un plan de bridage qui consiste à arrêter la rotation des pales (mise en drapeau) de toutes les éoliennes du parc selon certains paramètres est mis en œuvre. Lorsque les éoliennes sont à l'arrêt (mises en drapeau), la nacelle comme les pales sont mises dans une position qui les maintiennent à l'arrêt dans toutes les conditions de vent.<br><br>Ce bridage doit être opérationnel entre le 15 mars et le 15 novembre, chaque nuit entre le coucher du soleil et le lever du soleil et s'effectuer lorsque : <ul style="list-style-type: none"><li>• la température est supérieure ou égale à 10° C ;</li><li>• et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 6 m/s.</li></ul><br>La vitesse du vent et la température sont mesurées à hauteur de nacelle.<br><br>Le plan de bridage est opérationnel avant le 1er juin 2022, compte tenu des contraintes techniques associées. |
| <b>Constats :</b><br>BORALEX précise que le plan de bridage sera opérationnel au 1er avril 2022. Par mail du 10 février, l'exploitant a indiqué qu'il a l'automate et qu'il doit adapter le programme bridage à ce type d'automate, le charger dans l'automate, envoyer l'automate sur site, le connecter et faire les tests. L'inspection constate que l'exploitant devrait être dans le timing pour la mise en place du bridage.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle : APC n°12-21-06-01-00011 du 1er juin 2021**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2-2  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Protection de l'avifaune  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>3 - Suivi avifaune<br>Dans un délai de 12 mois, l'exploitant met en place un suivi de la mortalité visant l'avifaune. En parallèle, il réalise un suivi de l'activité de l'avifaune, ciblé sur les espèces cibles visées au point 2.2.2.<br><br>Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure).<br><br>Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard dans les 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ce suivi. Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager la mise en œuvre ou la modification de mesures correctrices visant la protection de l'avifaune, l'envoi du suivi environnemental à la DREAL est complété par un porter à connaissance. |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant a fourni à l'inspection par mail, la commande du suivi environnemental auprès de EXEN pour un montant de 30 203 €. L'inspection constate que le suivi sera réalisé sur l'année 2022.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |